



**La compétition stratégique et économique sino-américaine en Afrique :
dynamiques, défis et autonomie africaine**

**The sino-american strategic and economic competition in Africa:
dynamics, challenges, and african autonomy**

LOMBI MUFURI Franklin

Doctorant

Faculté de Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Marrakech

Université Cadi Ayyad

Laboratoire des Etudes Interdisciplinaires de Recherche et d'étude en Management et Droit
de l'entreprise (LIRE-MD)

Maroc

Date de soumission : 13/07/2025

Date d'acceptation : 01/09/2025

Pour citer cet article :

LOMBI MUFURI. F (2025) « La compétition stratégique et économique sino-américaine en Afrique : dynamiques, défis et autonomie africaine », Revue Internationale du chercheur « Volume 6 : Numéro 3 » pp : 830- 846.

Résumé

Cet article analyse la rivalité sino-américaine en Afrique en mobilisant un cadre d'économie politique internationale articulé autour de quatre approches théoriques : réalisme, libéralisme, dépendance et agency. La Chine, à travers ses prêts liés, ses entreprises d'État et son soft power (FOCAC, Instituts Confucius), poursuit une stratégie multidimensionnelle qui vise à sécuriser ses approvisionnements tout en consolidant son statut de puissance mondiale. Les États-Unis, longtemps perçus comme en retrait, cherchent à réaffirmer leur influence par de nouvelles initiatives, en particulier dans les domaines des corridors logistiques, de la transition énergétique et des minéraux critiques. La méthodologie adoptée repose sur une analyse qualitative et comparative des données disponibles issues de bases institutionnelles (SAIS-CARI, Banque mondiale), complétée par des études de cas pays (Angola, RDC, Zambie, Ghana, Kenya). Les résultats soulignent que l'Afrique n'est pas un acteur passif : grâce à la diversification de ses partenariats et à la mise en concurrence des bailleurs, elle parvient à affirmer une capacité croissante d'agency. Cette rivalité ouvre ainsi des opportunités en matière d'infrastructures et de financement, mais pose également des défis en termes d'endettement, de souveraineté numérique et de durabilité environnementale.

Mots clés : sino-américain, sino-africain, économie politique internationale, ressources naturelles, compétition géopolitique.

Abstract

This article analyzes the Sino-American rivalry in Africa through the lens of an international political economy framework, structured around four theoretical approaches: realism, liberalism, dependency theory, and agency. China, through its tied loans, state-owned enterprises, and soft power instruments (such as FOCAC and Confucius Institutes), is pursuing a multidimensional strategy aimed at securing resource supplies while consolidating its status as a global power. The United States, long perceived as disengaged, is now seeking to reassert its influence through new initiatives, particularly in the areas of logistical corridors, energy transition, and critical minerals. The methodology adopted is based on a qualitative and comparative analysis of available data from institutional sources (SAIS-CARI, World Bank), complemented by country case studies (Angola, DRC, Zambia, Ghana, Kenya). The findings underscore that Africa is not a passive actor: by diversifying its partnerships and fostering competition among donors, it is increasingly able to assert its agency. This rivalry thus creates opportunities in terms of infrastructure development and financing, but also raises challenges related to debt sustainability, digital sovereignty, and environmental sustainability.

Keywords: sino-american, sino-african, international political economy, natural resources, geopolitical competition.

Introduction

L'Afrique, souvent décrite comme un continent traversé par de multiples défis structurels, est également porteuse d'un potentiel considérable de croissance économique et de recomposition stratégique. Cette dualité a façonné ses relations avec les grandes puissances et l'a progressivement placée au cœur des dynamiques internationales. Au XXI^e siècle, marqué par une redistribution des rapports de force à l'échelle mondiale, la République populaire de Chine cherche à s'imposer comme une puissance dominante capable de concurrencer, voire de détrôner, les États-Unis de leur position hégémonique. Dans ce contexte, l'Afrique apparaît comme un espace stratégique de premier plan, non seulement pour les ressources naturelles qu'elle recèle et les marchés qu'elle représente, mais également comme un levier permettant à la Chine de compenser ses déficits énergétiques, alimentaires et minéraux. Si certains observateurs qualifient cette dynamique de « nouveau pillage » (Wagner, 2014), elle soulève en réalité un débat plus large sur les risques de néocolonialisme et sur la capacité du continent à préserver son autonomie stratégique.

Les États-Unis, longtemps perçus comme relativement désengagés du continent à l'issue de la Guerre froide, redéfinissent aujourd'hui leur approche en Afrique, oscillant entre logiques de confrontation et de coopération (Sany & Sheehy, 2021 ; ISS Africa, 2024). Ce réengagement s'explique par l'évolution du contexte international : alors que l'Afrique était auparavant considérée comme une sphère d'influence européenne, et que l'intérêt américain se limitait principalement à la lutte contre le communisme, l'émergence de nouvelles puissances, au premier rang desquelles la Chine, a profondément modifié la donne (Ouchtoubane, 2024). Dès lors, la rivalité sino-américaine en Afrique ne se réduit pas à une compétition pour l'accès aux ressources, mais s'étend à des dimensions plus larges de gouvernance, de diplomatie, de culture et de sécurité.

Le « rêve chinois », formulé par le président Xi Jinping en 2012, inscrit l'Afrique au cœur de la stratégie d'ascension de la Chine au rang de première puissance mondiale. Néanmoins, cet objectif pourrait avoir pour corollaire un renforcement des asymétries et une dépendance accrue des pays africains, notamment dans les secteurs extractifs et infrastructurels. Si ce scénario comporte des risques évidents, les États africains disposent également de marges de manœuvre, qu'ils cherchent à exploiter en diversifiant leurs partenariats et en tirant parti de la rivalité entre grandes puissances pour renégocier les conditions de leur développement (Michel & Beuret, 2008).

À partir de ce constat, la question centrale de cette recherche est la suivante : **dans quelle mesure la compétition sino-américaine pour les ressources et l'influence en Afrique redéfinit-elle les dynamiques géopolitiques du continent, tout en laissant aux États africains une marge de manœuvre pour affirmer leur autonomie stratégique ?**

L'analyse repose sur un cadre théorique d'économie politique internationale, articulé autour de quatre prismes complémentaires : le réalisme, mettant l'accent sur la quête de puissance et la sécurité des approvisionnements ; le libéralisme, insistant sur les bénéfices réciproques et le rôle des institutions ; la théorie de la dépendance, soulignant la persistance de rapports asymétriques et de dépendances financières ; enfin, nous analyserons les opportunités et les défis que cette situation présente pour l'Afrique, en mettant en lumière son agency, qui envisage les États africains comme des acteurs stratégiques capables de diversifier leurs alliances et de peser sur les termes de leur insertion internationale (Afrobarometer, 2023).

La méthodologie retenue est qualitative et comparative : elle s'appuie sur l'analyse de sources institutionnelles, de données commerciales et sur des études de cas ciblées. L'étude s'organise autour de trois axes : (1) la montée en puissance de la Chine et les instruments de son influence en Afrique ; (2) le retour des États-Unis et des puissances occidentales dans une logique à la fois compétitive et coopérative ; (3) l'examen de l'agence africaine et des stratégies par lesquelles le continent transforme cette rivalité en opportunité de négociation et de développement.

1. La montée en puissance de la Chine en Afrique : motivations et méthodes d'une stratégie ambitieuse

En l'espace de deux décennies, la Chine a profondément consolidé sa présence en Afrique. Cette implantation, remarquable par son envergure et sa pluralité, n'est pas le fruit du hasard : elle découle d'une stratégie délibérée, nourrie à la fois par des impératifs économiques internes et par des ambitions géopolitiques globales (Strittmatter, 2020).

1.1. Les impératifs économiques et géopolitiques de la Chine

L'ascension fulgurante de la Chine, passée du statut de pays en développement à celui de deuxième économie mondiale en l'espace de trois décennies, est indissociable de ses besoins croissants en ressources et de sa volonté de redéfinir sa place dans l'ordre international. L'Afrique constitue, dans cette perspective, un partenaire stratégique central. Son rôle dépasse le simple cadre économique : il combine des impératifs matériels de sécurisation des

approvisionnement et des ambitions géopolitiques liées au projet de puissance globale promu par la Chine (Strittmatter, 2020).

1.1.1 La quête de ressources naturelles et alimentaires

L'engagement chinois en Afrique repose d'abord sur la nécessité de sécuriser des ressources stratégiques indispensables à la poursuite de sa croissance. Les besoins en énergie, en minerais et en produits agricoles, considérables dans une économie en expansion rapide, expliquent la multiplication des partenariats avec les pays africains, qui concentrent une part importante des ressources mondiales. Cette « doctrine des matières premières » constitue un pilier du développement chinois (Michel & Beuret, 2008 ; Wagner, 2014).

Les données récentes confirment cette tendance : en 2023, le commerce bilatéral sino-africain a atteint 262 milliards USD, soit une progression de 12,4 % par rapport à l'année précédente. Au cours des cinq premiers mois de 2025, il s'élevait déjà à 134 milliards USD, laissant présager un nouveau record annuel (SAIS-CARI, 2024 ; Intellinews, 2025). La Chine demeure de loin le premier partenaire commercial du continent, représentant près de 20 % de ses échanges, loin devant les États-Unis (USTR, 2024).

Les importations chinoises en provenance d'Afrique se concentrent principalement sur le pétrole (Angola, Nigeria), les minerais stratégiques (cobalt et cuivre en RDC, bauxite au Ghana et en Guinée, fer à Madagascar) et le gaz naturel (Mozambique). Le lancement du corridor de Lobito en 2023, en partenariat avec les États-Unis et l'Union européenne, illustre à la fois l'importance logistique des filières minières et la dimension concurrentielle, mais aussi coopérative, que suscite l'exploitation de ces ressources en Afrique centrale (World Bank, 2024).

Dans le domaine agricole, l'intérêt de la Chine s'explique par ses propres vulnérabilités. Depuis 2003, elle fait face à un déficit agricole croissant, conséquence de la désertification et de l'expansion urbaine. Si la part des acquisitions foncières chinoises demeure modeste comparée à d'autres acteurs, la Chine encourage néanmoins l'installation d'entreprises agroalimentaires et de communautés agricoles chinoises sur le continent, dans le but de contribuer à sa sécurité alimentaire (FAO, 2023). Cette démarche suscite toutefois des débats, certains y voyant un risque d'accroissement des dépendances africaines.

1.1.2 L’Afrique comme pilier du « rêve chinois » et de l’ambition mondiale

Réduire l’engagement chinois en Afrique à une simple quête de ressources serait toutefois réducteur. Le continent occupe également une place symbolique et stratégique dans le projet politique et idéologique porté par le président Xi Jinping. Le « rêve chinois », proclamé en 2012, vise à hisser la Chine au rang de première puissance mondiale, en conjuguant développement économique, affirmation diplomatique et leadership idéologique. L’Afrique constitue, dans cette perspective, un terrain privilégié pour démontrer la capacité de la Chine à proposer un modèle alternatif de développement et à remettre en cause la domination des normes établies par l’Occident (Nguyen, 2009 ; Niquet & Touati, 2011).

Cette ambition se traduit notamment par la promotion du « consensus de Pékin », présenté comme une alternative au consensus de Washington. Fondé sur le respect de la souveraineté et sur la liberté de chaque État à choisir son propre modèle de développement, ce discours s’appuie sur l’exemple de la réussite économique chinoise depuis 1979 (Niquet & Touati, 2011). Il confère à la Chine une légitimité accrue pour proposer des normes internationales différentes, en particulier dans les domaines économique et environnemental, et renforce son positionnement en tant que leader des pays du Sud.

Historiquement, l’Afrique a déjà joué un rôle décisif dans la trajectoire diplomatique de la Chine. Le soutien de nombreux pays africains a permis son admission à l’ONU en 1971 et a contribué, depuis, à la réduction progressive du nombre d’États reconnaissant Taïwan (Richer, 2008). Plus récemment, le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) illustre cette fonction de « multiplicateur diplomatique », en consolidant les liens entre la Chine et plus de cinquante États africains (FOCAC, 2021).

1.2. Les instruments de pénétration et d’influence de la Chine

Pour donner corps à ses ambitions africaines, la Chine a mis en place des mécanismes d’action caractérisés par le pragmatisme, la rapidité d’exécution et une grande flexibilité. Ces instruments combinent leviers économiques, diplomatiques et culturels, dessinant une stratégie d’influence globale.

1.2.1. Les prêts liés et la diplomatie des infrastructures

Le modèle dit « infrastructures contre ressources » demeure au cœur de la stratégie chinoise. Entre 2000 et 2023, la Chine a accordé plus de 182 milliards USD de prêts aux gouvernements et institutions africaines (Boston University, 2024). Ces financements visent principalement les infrastructures stratégiques (routes, ports, barrages, chemins de fer), en contrepartie d’un accès garanti aux ressources naturelles. Ce schéma a été appliqué avec succès dans plusieurs pays :

Guinée (bauxite), Nigeria et Angola (pétrole), République Démocratique du Congo (cobalt, cuivre), Ghana (cacao) et Zambie (cuivre).

La rapidité d'exécution des projets constitue un facteur clé de leur attractivité. Toutefois, ces prêts sont généralement conditionnés à l'achat de biens et services chinois (au minimum 70 %), ce qui suscite des critiques sur leur caractère asymétrique. À long terme, ils font peser un risque de surendettement. En 2025, les remboursements dus par les pays africains à la Chine s'élèvent à environ 22 milliards USD, une charge lourde pour des économies déjà fragiles (Lowy Institute, 2025). Cette dynamique relance le débat sur la viabilité de la dette et la dépendance financière vis-à-vis de Pékin (Nguyen, 2009).

1.2.2. Le rôle central des entreprises d'État et la non-ingérence

Les entreprises publiques chinoises (State-Owned Enterprises – SOEs), telles que CNPC, Sinopec ou SGCC, constituent les principaux vecteurs de la présence économique chinoise. Fortement soutenues par l'État central, elles bénéficient de financements massifs et opèrent dans des secteurs stratégiques. À leurs côtés, des entreprises privées à rayonnement mondial – comme Huawei et ZTE – renforcent l'influence chinoise, notamment dans le domaine des télécommunications (Wagner, 2014).

Sur le plan politique, la Chine met en avant son principe de non-ingérence dans les affaires intérieures, perçu comme un avantage par de nombreux dirigeants africains lassés des conditionnalités imposées par les bailleurs occidentaux. Néanmoins, certains cas, tels que les investissements pétroliers en Angola, révèlent que la Chine s'accommode volontiers de régimes contestés lorsque ses intérêts économiques sont en jeu (Strittmatter, 2020).

1.2.3. Le soft power et la diplomatie culturelle

En complément de ses leviers économiques, la Chine déploie un soft power croissant. Depuis 2005, plus de vingt Instituts Confucius ont été ouverts dans treize pays africains afin de diffuser la langue et la culture chinoises (Niquet & Touati, 2011). Parallèlement, la mise en place de chaînes de télévision et de radio en langue française vise à renforcer les liens culturels et médiatiques.

Le Forum sur la Coopération Chine–Afrique (FOCAC) constitue un autre instrument diplomatique majeur. Il offre une plateforme pour afficher la solidarité Sud–Sud et annoncer des engagements financiers massifs en matière d'aide et d'investissements.

Cette diplomatie culturelle et médiatique contribue également à la marginalisation progressive de Taïwan, désormais presque totalement isolé du continent africain – une victoire diplomatique

importante pour la Chine. La montée en puissance de la Chine dans le domaine des télécommunications et des médias pose la question de la souveraineté numérique (Sany & Sheehy, 2021).

2. Le retour des États-Unis et des puissances occidentales en Afrique

L'analyse du retour des puissances occidentales en Afrique ne peut être comprise qu'en tenant compte du contexte historique et des dynamiques contemporaines. Après une phase de relative marginalisation au profit de nouveaux acteurs émergents, notamment la Chine, l'Inde et la Russie, les États-Unis et l'Union européenne redéployent aujourd'hui leurs stratégies sur le continent. Cette réorientation repose à la fois sur des enjeux sécuritaires, économiques et environnementaux, et traduit la volonté occidentale de préserver une influence géopolitique dans un espace devenu un carrefour central des rivalités mondiales.

2.1. Une présence historique en redéfinition

La présence des puissances occidentales en Afrique s'inscrit dans une histoire longue et ambivalente. D'abord structurée par l'expérience coloniale, elle s'est prolongée dans le cadre de la Guerre froide, période au cours de laquelle l'Afrique devint l'un des terrains d'affrontement idéologique entre les blocs capitaliste et communiste (Richer, 2008). Si l'Europe, et en particulier la France et le Royaume-Uni, ont longtemps exercé une influence directe sur le continent, les États-Unis, pour leur part, ont adopté une posture plus périphérique, percevant l'Afrique comme un prolongement des intérêts stratégiques européens. Leur implication se limitait essentiellement à l'endiguement du communisme, en s'appuyant sur des relais régionaux (Michel & Beuret, 2008).

Avec la disparition du bloc de l'Est et le recul relatif des anciennes puissances coloniales, l'Afrique a progressivement échappé au monopole occidental. Ce désengagement a laissé un vide dans lequel se sont engouffrés de nouveaux acteurs, au premier rang desquels la Chine, mais aussi l'Inde, le Brésil, la Turquie ou la Russie. Dans ce contexte, les puissances occidentales se sont trouvées contraintes de réajuster leurs politiques, oscillant entre stratégies défensives (protection des acquis historiques) et initiatives nouvelles (Ouchtoubane, 2024).

Depuis une dizaine d'années, cette dynamique s'est traduite par une volonté accrue de réinvestir l'espace africain. Les États-Unis et l'Union européenne, confrontés à l'expansion économique et diplomatique de la Chine et au retour de la Russie, tendent à redéfinir leur rôle en combinant impératifs sécuritaires, ambitions commerciales et préoccupations environnementales (Sany & Sheehy, 2021 ; ISS Africa, 2024).

2.2. Les États-Unis : de l'AGOA à la stratégie de compétitivité

La stratégie américaine en Afrique repose sur une combinaison d'instruments économiques et sécuritaires, traduisant une volonté de renforcer sa compétitivité face aux autres puissances présentes sur le continent. Si la dimension militaire, incarnée notamment par l'AFRICOM, joue un rôle important, c'est surtout par l'économie que Washington cherche à réaffirmer son influence. L'évolution de cette politique se comprend à travers deux volets complémentaires : d'une part, les mécanismes commerciaux déjà établis, dont l'AGOA constitue l'illustration la plus emblématique, et d'autre part, les nouvelles initiatives liées aux transitions énergétique et géostratégique.

2.2.1. L'AGOA et les fondements commerciaux

La loi sur la Croissance et les Opportunités en Afrique (AGOA), adoptée en 2000, constitue le socle de la politique commerciale américaine sur le continent. Elle offre à plus de trente pays africains un accès préférentiel au marché américain, principalement dans les secteurs du textile et de l'agriculture. Si cet instrument a contribué à diversifier certaines exportations africaines, son impact reste limité face à la montée en puissance des échanges sino-africains. En 2024, les flux commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique atteignaient 104,9 milliards USD, contre 305 milliards USD entre la Chine et l'Afrique (USTR, 2024 ; SAIS-CARI, 2025).

L'évolution récente des chiffres illustre une dynamique contrastée : les exportations américaines vers l'Afrique ont progressé de 12,9 % en 2024 (32,4 milliards USD), tandis que les importations africaines aux États-Unis n'ont augmenté que de 2,7 % (39,6 milliards USD). Les États-Unis enregistre ainsi un déficit commercial de 7,2 milliards USD (USTR, 2024). Ces données traduisent à la fois la persistance de l'asymétrie et les limites de l'AGOA en matière d'intégration structurelle de l'Afrique dans les chaînes de valeur américaines.

2.2.2. Nouvelles initiatives : sécurité énergétique et minéraux critiques

Conscients de ces limites, les États-Unis ont progressivement diversifié leur approche. Depuis 2021, leur stratégie en Afrique met l'accent sur la sécurité énergétique, la transition écologique et l'accès aux minéraux critiques indispensables à la révolution technologique mondiale (cobalt, lithium, nickel). L'inauguration du corridor de Lobito (Angola–Zambie–RDC), en partenariat avec l'Union européenne, constitue un exemple emblématique de cette volonté de sécuriser des chaînes logistiques stratégiques et de rivaliser avec la Chine dans le domaine des infrastructures (World Bank, 2024).

Parallèlement, les États-Unis renforcent son dispositif militaire sur le continent. Le Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) a accru sa présence, notamment dans

la Corne de l'Afrique et au Sahel. Officiellement motivé par la lutte contre le terrorisme, ce déploiement traduit également des préoccupations liées à la sécurisation des routes maritimes et à la protection des investissements américains (Sany & Sheehy, 2021). Cette militarisation relative, combinée aux initiatives économiques, illustre l'approche multidimensionnelle des États-Unis : entre compétition géoéconomique et maintien d'un rôle sécuritaire.

2.3. L'Union européenne : coopération et compétitivité

L'Union européenne, longtemps premier partenaire commercial de l'Afrique, a vu son influence relative décliner au cours des deux dernières décennies. Cependant, elle s'efforce de se repositionner en mobilisant ses atouts normatifs et financiers. Le lancement en 2021 de l'initiative Global Gateway, dotée de 300 milliards d'euros, constitue le pilier de cette réorientation.

L'UE cherche à promouvoir une coopération fondée sur des valeurs : transparence, durabilité et gouvernance. Elle privilégie les investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures numériques et les corridors de transport. Ce modèle se veut une alternative au modèle chinois, jugé plus souple mais souvent critiqué pour son opacité et son manque de conditionnalités (European Commission, 2023). Toutefois, la portée de cette stratégie dépendra de sa capacité à dépasser le stade des annonces pour se traduire en réalisations concrètes, visibles et compétitives face aux financements rapides et massifs proposés par la Chine.

2.4. Une logique compétitive mais aussi coopérative

Si le discours occidental sur l'Afrique se structure largement autour de la compétition avec la Chine et, dans une moindre mesure, avec la Russie, la réalité est plus nuancée. Plusieurs projets récents témoignent d'une possible complémentarité. Le financement conjoint du corridor de Lobito par les États-Unis, l'Union européenne et la Chine illustre que la rivalité n'exclut pas la coopération lorsqu'il s'agit de répondre à des enjeux globaux, tels que la sécurisation des chaînes d'approvisionnement ou la lutte contre le changement climatique (World Bank, 2024 ; UNEP, 2024).

Cette situation suggère que l'Afrique n'est pas seulement l'objet d'une compétition externe, mais qu'elle constitue également un espace où se dessine une interdépendance mondiale. La redéfinition des équilibres en Afrique pourrait ainsi déboucher sur des formes hybrides d'interaction, combinant rivalités géopolitiques, coopération sectorielle et interdépendances économiques.

3. L'Afrique au cœur des enjeux : opportunités, défis et capacité d'agence

La compétition sino-américaine transforme profondément le paysage africain, présentant à la fois des opportunités de développement inédites et des défis persistants. Cependant, au-delà d'être un simple terrain d'affrontement entre grandes puissances, l'Afrique démontre une capacité croissante à naviguer entre ces influences pour défendre ses propres intérêts et affirmer son agency.

3.1. Les conséquences multifacettes de la présence des superpuissances

La dynamique d'engagement des puissances mondiales en Afrique a des impacts profonds et variés sur le continent, touchant à l'économie, à la gouvernance et à l'environnement.

3.1.1. Opportunités de développement des infrastructures et de financement

L'une des contributions les plus visibles de l'engagement chinois, mais aussi américain et européen, est le financement et la construction d'infrastructures. La Chine, en particulier, est devenue l'un des premiers bailleurs de fonds dans ce domaine, mobilisant son expertise dans les grands travaux (ISS Africa, 2024). Le développement des infrastructures reste une priorité majeure pour l'Afrique, et les partenariats avec la Chine, les États-Unis (corridor de Lobito) ou l'Union européenne (Global Gateway) contribuent à répondre à ces besoins.

Ces apports extérieurs ont permis la réalisation de projets ferroviaires, routiers, énergétiques ou numériques qui auraient été difficiles à financer uniquement par les marchés de capitaux. La concurrence accrue entre bailleurs stimule également l'offre globale d'investissement. En 2023, l'Union africaine a intégré le G20, renforçant ainsi la visibilité du continent comme acteur incontournable dans la gouvernance économique mondiale (AU, 2023).

3.1.2. Défis économiques et sociaux : endettement, concurrence et emploi

Ces opportunités s'accompagnent toutefois de défis majeurs, à la fois économiques et sociaux :

- ❖ **Endettement** : la dette publique africaine a atteint en moyenne 65 % du PIB continental (UNCTAD (2024)). Les remboursements à la Chine représentent environ 22 milliards USD en 2025, ce qui pèse lourdement sur certains pays vulnérables (Lowy Institute, 2025).
- ❖ **Concurrence industrielle** : l'arrivée massive de produits importés, notamment chinois, fragilise parfois les industries locales, ce qui pousse les gouvernements à négocier des clauses de contenu local et des mécanismes de protection sectorielle. Le secteur du

textile est particulièrement affecté par l'importation de copies de produits africains typiques fabriquées en Chine (Nguyen, 2009).

- ❖ **Emploi et transfert de compétences** : certains projets sont critiqués pour leur faible intégration de la main-d'œuvre locale, ce qui alimente des débats sur l'insertion de clauses d'emploi local et de transfert de savoir-faire. L'Afrique se retrouve souvent cantonnée à l'extraction des matières premières, leur transformation revenant à la Chine. Cela limite le développement industriel local et le transfert de compétences, freinant l'industrialisation du continent.
- ❖ **Conditionnalités et gouvernance** : la Chine met en avant une approche pragmatique, tandis que les États-Unis et l'UE promeuvent des conditionnalités liées à la gouvernance ou à l'environnement. Cette diversité offre aux pays africains une marge de négociation, mais complexifie la gestion de leurs partenariats.
- ❖ **Souveraineté numérique** : la forte implantation de Huawei et ZTE dans les infrastructures 4G et 5G soulève des interrogations sur la sécurité des données et le contrôle des flux d'information (Sany & Sheehy, 2021).
- ❖ **Environnement** : plusieurs projets miniers ou d'infrastructures financés par la Chine ou d'autres acteurs internationaux ont un impact environnemental contesté, en contradiction avec les engagements africains pour une transition verte (UNEP, 2024).

3.1.3. Les urgences environnementales : une menace croissante

L'impact environnemental de la présence des superpuissances en Afrique, en particulier de la Chine, est de plus en plus documenté.

- ❖ **Projets miniers et infrastructures** : financés par la Chine ou d'autres acteurs ont parfois des effets négatifs sur les écosystèmes (UNEP, 2024).
- ❖ **Souveraineté énergétique et transition verte** : les partenariats avec l'UE (Global Gateway) incluent désormais des investissements verts, tandis que certains projets extractifs chinois soulèvent des interrogations sur leur compatibilité avec les engagements africains pour une transition durable.
- ❖ **Nouvelles stratégies africaines** : certains pays intègrent des clauses environnementales ou de réversibilité dans leurs contrats afin de limiter les externalités négatives et de renforcer la transparence contractuelle.

3.2. Diversification des partenariats et nouvelles stratégies africaines

Face à la compétition sino-américaine, l'Afrique n'est pas un acteur passif. Les États africains développent des stratégies pour affirmer leur autonomie, diversifier leurs partenariats et tirer parti des rivalités.

3.2.1. Le "non" africain et l'utilisation des rivalités

L'Afrique démontre de plus en plus sa capacité à dire non et à mettre en concurrence les bailleurs (Afrobarometer, 2023). Les gouvernements négocient désormais en insérant des outils traduisant une volonté d'affirmation de leur souveraineté décisionnelle :

- ❖ **Mise en concurrence des bailleurs** : par exemple, l'Angola mobilise à la fois les financements chinois et américains pour ses corridors logistiques. L'Éthiopie a également joué sur la rivalité sino-américaine pour négocier ses projets ferroviaires (financés par la Chine) et numériques appuyés par les États-Unis.
- ❖ **Conditionnalités ESG (environnement, social, gouvernance)** : certains États intègrent ces critères dans la sélection des projets, afin d'obtenir de meilleures garanties. Le Ghana et le Kenya, par exemple, exigent désormais des garanties environnementales dans les contrats miniers ou d'infrastructures, contraignant aussi bien les investisseurs chinois qu'occidentaux à s'aligner sur des standards plus élevés (UNEP, 2024).
- ❖ **Clauses de réversibilité et de renégociation** : des pays comme le Kenya ont renégocié certaines concessions portuaires en mobilisant ces clauses. Le Niger et la Tanzanie ont récemment renégocié certains contrats pétroliers et miniers, introduisant des dispositions permettant à l'État de réviser les termes en cas de déséquilibre manifeste (EITI, 2023).
- ❖ **Transparence contractuelle** : l'adhésion de plusieurs États africains à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI) leur permet de renforcer la légitimité de leurs négociations avec la Chine, les États-Unis ou l'UE. La Zambie publie désormais une partie de ses accords de dette, renforçant sa position dans les négociations avec ses créanciers.

3.2.2. Nouveaux acteurs et rééquilibrage des relations

La mondialisation a attiré de nouveaux concurrents en Afrique, bouleversant l'ordre ancien et l'hégémonie traditionnelle occidentale. Au-delà de la Chine et des États-Unis, d'autres acteurs contribuent à ce rééquilibrage multipolaire :

- ❖ **Le Maroc** : a développé une présence économique forte en Afrique subsaharienne, devenant un acteur qui bouleverse l'ordre ancien. Cette présence est particulièrement visible dans les secteurs bancaires, des télécommunications (Orange Maroc opère sur le continent), de l'immobilier, et de l'aérien (Royal Air Maroc). Ses relations avec l'Afrique remontent au XVe siècle (Koya, 2019).
- ❖ **La Turquie** : se présente comme un partenaire stratégique de l'Afrique. Elle a également intensifié sa présence en Afrique depuis les années 2000, avec des échanges commerciaux en forte croissance. Les entreprises turques sont actives dans le BTP et la défense (Koya, 2019).
- ❖ **Pays du Golfe** : contribuent aussi à la diversification des partenaires africains, investissant dans l'énergie et la finance islamique.
- ❖ **CEDEAO et SADC** : au niveau régional, des organisations comme la CEDEAO ou la SADC se positionnent comme interlocuteurs collectifs, capables de peser face aux puissances extérieures.
- ❖ **Union africaine** : l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offrent un cadre stratégique qui renforce la position africaine dans les négociations internationales (AU, 2023).

Ainsi, loin d'être un simple terrain d'affrontement entre puissances, l'Afrique s'affirme progressivement comme un acteur stratégique, capable de tirer parti de la multipolarité pour défendre ses intérêts.

Conclusion

L'Afrique est aujourd'hui au cœur d'une compétition stratégique majeure entre la Chine et les États-Unis, chacun mobilisant ses instruments d'influence : prêts liés, infrastructures, entreprises publiques et soft power pour la Chine ; commerce, partenariats sécuritaires et corridors stratégiques pour les États-Unis. Cependant, cette confrontation ne peut être réduite à une simple lutte hégémonique. Elle s'inscrit dans un espace où les États africains disposent eux-mêmes d'outils leur permettant d'exercer pleinement leur capacité d'action et de décision, en diversifiant leurs partenariats, en mettant en concurrence les bailleurs et en affirmant leurs propres priorités de développement.

Les résultats de cette recherche montrent que si la rivalité sino-américaine ouvre des opportunités en termes d'investissements, d'infrastructures, de financements climatiques et



d'intégration commerciale ; elle comporte également des défis persistants : l'endettement croissant, les vulnérabilités numériques et les impacts environnementaux. L'Afrique se trouve ainsi dans une position ambivalente, à la fois bénéficiaire de la compétition et exposée à de nouveaux risques structurels.

Cette étude met également en évidence les limites de l'analyse actuelle. Fondée principalement sur une approche qualitative et documentaire, elle gagnerait à être complétée par des enquêtes de terrain, des analyses quantitatives plus fines des flux financiers, ainsi que par des comparaisons systématiques entre les différentes régions du continent (Afrique de l'Ouest, Afrique australe, Corne de l'Afrique). Enfin, les implications en termes de politiques publiques apparaissent claires. Pour les gouvernements africains, l'enjeu est de renforcer la transparence contractuelle, d'améliorer la soutenabilité des dettes et d'intégrer davantage les normes environnementales et sociales dans les négociations avec les bailleurs. Pour les partenaires internationaux, il s'agit de reconnaître et de soutenir l'agency africaine plutôt que de la contourner, en construisant des partenariats équitables et durables. Pour les chercheurs et praticiens, il reste essentiel de suivre l'évolution des stratégies chinoises et américaines dans un ordre mondial en voie de multipolarisation.

En définitive, l'Afrique ne se limite pas à un simple « terrain d'affrontement » : elle s'affirme comme un acteur stratégique capable d'influer sur les dynamiques de la compétition sino-américaine et, plus largement, sur la recomposition des équilibres géopolitiques mondiaux.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ❖ Michel, S., & Beuret, M. (2008). *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*. Paris : Grasset.
- ❖ Richer, P. (2008). *L'Afrique et les nouvelles puissances émergentes*. Paris : L'Harmattan.
- ❖ Strittmatter, K. (2020). *La dictature du Parti communiste chinois*. Paris : Gallimard.
- ❖ Wagner, D. (2014). *China in Africa: Implications for U.S. competition and diplomacy*. Washington: Brookings Institution.

Articles scientifiques

- ❖ Koya, K. (2019). African agency in international politics: Beyond dependency. *African Affairs*, 118(472), 1–19.
- ❖ Nguyen, M. (2009). La stratégie africaine de la Chine : enjeux et perspectives. *Revue internationale et stratégique*, 75(3), 49–60.
- ❖ Niquet, V., & Touati, M. (2011). Le soft power chinois en Afrique. *Politique étrangère*, 76(2), 321–333.
- ❖ Ouchtoubane, A. (2024) « Les doctrines de la politique étrangère américaine en Afrique : Fondements et intérêts », *Revue Internationale du chercheur « Volume 5 » : Numéro 4 »* pp : 120 - 136

3. Rapports, institutions et sources statistiques

- ❖ Afrobarometer. (2023). *Africans' perceptions of China, the United States, and global partners*. Afrobarometer Policy Paper.
- ❖ African Union (AU). (2023). *Agenda 2063 and Africa's role in the G20*. Addis Ababa: AU Commission.
- ❖ Boston University. (2024). *Chinese loans to Africa database*. Global Development Policy Center.
- ❖ Commission européenne. (2023). *Global Gateway: Strengthening EU–Africa partnership*. Bruxelles : European Commission.
- ❖ Extractive Industries Transparency Initiative (EITI). (2023). *Extractives Transparency Report 2023: Africa focus*. Oslo: EITI Secretariat.



- ❖ Food and Agriculture Organization (FAO). (2023). Land and agriculture investments in Africa. Rome : FAO.
- ❖ Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). (2021). Beijing Action Plan 2022–2024. Pékin.
- ❖ Intellinews. (2025). U.S.–China rivalry in Africa: Trade, debt, and geopolitics. Intellinews Africa Report.
- ❖ ISS Africa. (2024). US and China in Africa: Competition, cooperation, or both? Pretoria: Institute for Security Studies.
- ❖ Lowy Institute. (2025). Africa debt repayments to China in 2025. Sydney: Lowy Institute.
- ❖ SAIS-CARI. (2024). Data: Chinese investment and loans in Africa. Washington, DC: Johns Hopkins University, China–Africa Research Initiative (CARI).
- ❖ SAIS-CARI. (2025). U.S.–China competition in Africa: Policy briefs and data. Washington, DC: Johns Hopkins University, China–Africa Research Initiative (CARI).
- ❖ Sany, J., & Sheehy, T. (2021). US–Africa relations in a new era of strategic competition. Washington: USIP.
- ❖ UNCTAD. (2024). Economic development in Africa report 2024: Debt, investment, and resilience. Genève : UNCTAD.
- ❖ UNEP. (2024). Africa environment outlook 2024. Nairobi: UNEP.
- ❖ USTR. (2024). U.S.–Africa trade data 2023–2024. Washington, DC: Office of the USTR.
- ❖ World Bank. (2024). The Lobito Corridor: Unlocking Africa’s mineral wealth. Washington, DC: World Bank.